



NATIONAL CAPITAL COMMISSION
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LES NEUF MOIS

TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2018

Canada



TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion et analyse.....	3
A. Analyse des résultats d'une année à l'autre.....	3
B. Analyse budgétaire.....	4
C. Utilisation des crédits parlementaires.....	5
D. État de la situation financière et dépenses d'immobilisations corporelles.....	6
E. Gestion intégrée des risques.....	7
F. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes.....	8
Déclaration de responsabilité de la direction.....	9
État de la situation financière.....	10
État des résultats et de l'excédent accumulé.....	11
État de la variation des actifs financiers nets.....	12
État des flux de trésorerie.....	13
Notes afférentes aux états financiers trimestriels.....	14

RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2018

Les résultats financiers pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 2018 ont résulté en un excédent de 20,7 millions de dollars. Le surplus s'explique principalement par des différences temporelles quant à la réception et à l'utilisation des crédits parlementaires y compris un montant de 18,1 millions de dollars représentant la différence entre les crédits parlementaires pour les immobilisations perçus et la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles. Les autres écarts comprennent un revenu non récurrent de 2,1 millions de dollars reçu de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour une compensation relative à un terrain contaminé transféré à la CCN, une augmentation de 0,5 million en revenus d'intérêts, 0,5 million en frais d'accès aux usagers et d'autres augmentations combinées nettes de 0,5 million de dollars, contrebalancé en partie par une perte sur cession d'immobilisations corporelles de 1,0 million de dollars. Les revenus récurrents sont légèrement au-dessus du budget et les dépenses d'exploitation récurrentes sont conformes au budget. Les investissements en immobilisations sont plus bas que prévus.

A. Analyse des résultats d'une année à l'autre

Les revenus ont diminué de 4,4 millions de dollars, ou 12,7 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier, principalement en raison des éléments suivants :

- Une diminution des recouvrements de 6,3 millions de dollars, ou 73,6 p. 100 pour atteindre 2,3 millions de dollars, principalement en raison du financement non récurrent enregistré pour le Monument national de l'Holocauste et d'autres projets des résidences officielles au cours de l'année précédente;
- Les commandites monétaires ont légèrement diminué pour atteindre 0,1 million de dollars;
- Compensés par une augmentation des revenus d'intérêts de 0,5 million de dollars, ou 37,8 p. 100 pour atteindre 1,9 million de dollars;
- Une augmentation de la sous-location du siège social de 0,1 million de dollars, ou 3,2 p. 100 pour atteindre 1,7 million de dollars;
- Une augmentation des frais d'accès aux usagers de 0,5 million de dollars, ou 16,3 p. 100 pour atteindre 3,2 millions de dollars;
- Une augmentation des revenus d'autres sources de 1,0 million de dollars, ou 44,0 p. 100 pour atteindre 3,2 millions de dollars, principalement en raison d'une compensation de 2,1 millions reçue de SPAC pour un terrain contaminé transféré à la CCN, entièrement comptabilisée au cours du premier trimestre de 2018-2019.

Les charges d'exploitation ont diminué de 3,2 millions de dollars, ou 3,3 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats par programmes sont les suivants :

- L'intendance et protection a diminué de 3,3 millions de dollars, ou 4,7 p. 100, pour atteindre 67,1 millions de dollars. La diminution est principalement en raison du projet du Monument national de l'Holocauste et des projets de réhabilitation aux Résidences Officielles au cours de l'année précédente, partiellement compensée par une augmentation de la dépense d'amortissement et une perte sur la cession d'immobilisations corporelles;
- Planification à long terme a augmenté de 0,1 million de dollars, ou 4,6 p. 100, pour atteindre 3,1 millions de dollars;
- Les services internes ont diminué de 0,1 million de dollars, ou 0,2 p. 100, pour atteindre 24,4 millions de dollars.

Le financement provenant du gouvernement du Canada par l'entremise des crédits parlementaires a augmenté de 13,1 millions de dollars, ou 18,2 p. 100 comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats en fonction des principales catégories de crédits parlementaires sont les suivants :

- Les crédits parlementaires pour les charges d'exploitation ont augmenté de 3,1 millions de dollars, ou 6,3 p. 100, pour atteindre 52,7 millions de dollars en raison du financement supplémentaire reçu pour la

nouvelle convention collective et dans le cadre du budget de 2018 en appui aux travaux de réparation et d'entretien essentiels du portefeuille d'immobilisations corporelles de la CCN;

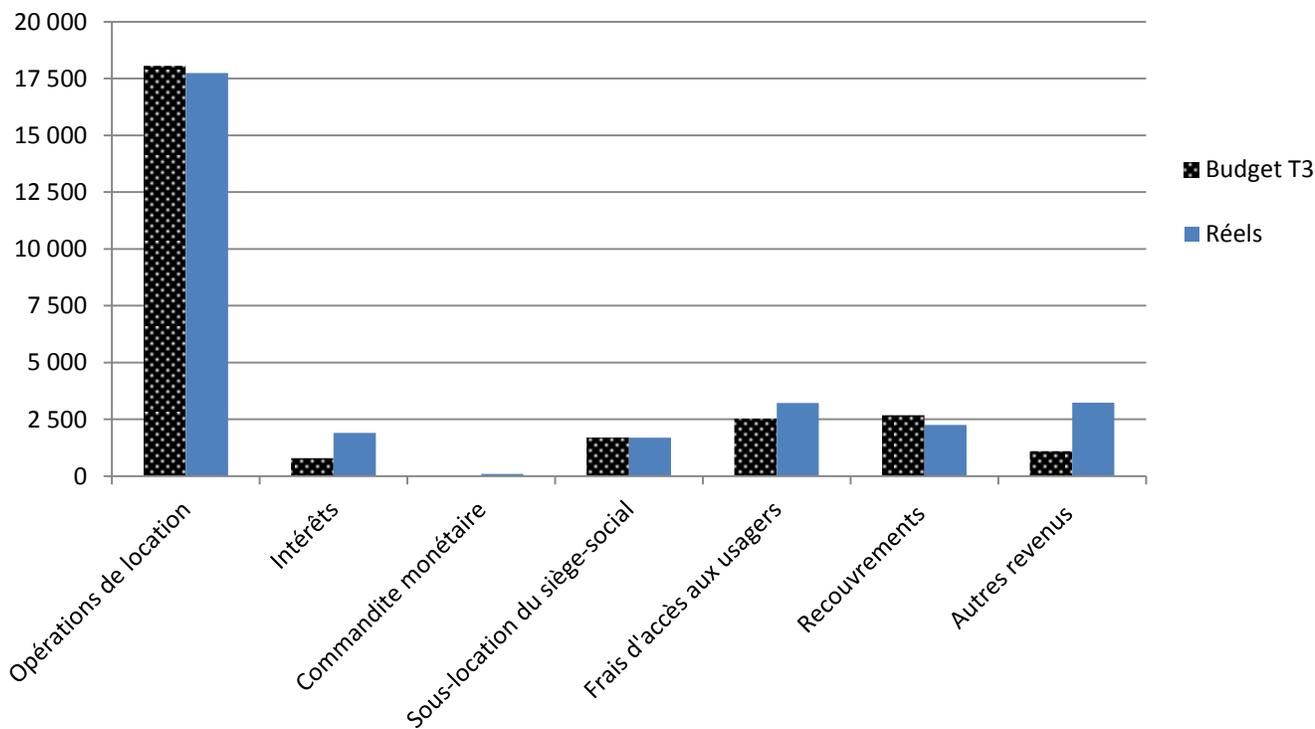
- Les crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles ont augmenté de 10,0 millions de dollars, ou 44,4 p. 100, pour atteindre 32,5 millions de dollars en raison du financement additionnel reçu dans le cadre du budget de 2018 en appui aux travaux de réparation et d'entretien essentiels au portefeuille d'immobilisations corporelles de la CCN.

B. Analyse budgétaire

Le budget des revenus pour l'exercice 2018-2019 comprend des éléments non-récurrents tels que la compensation reçue de SPAC pour un terrain transféré à la CCN, des recouvrements et contributions liés à différents projets et commémorations, représentant 2,9 millions de dollars comptabilisés à la fin du troisième trimestre, représentant 94,8 p. 100 du budget annuel. Les revenus récurrents totalisent 27,3 millions de dollars ou 81,8 p. 100 du budget annuel au 31 décembre 2018.

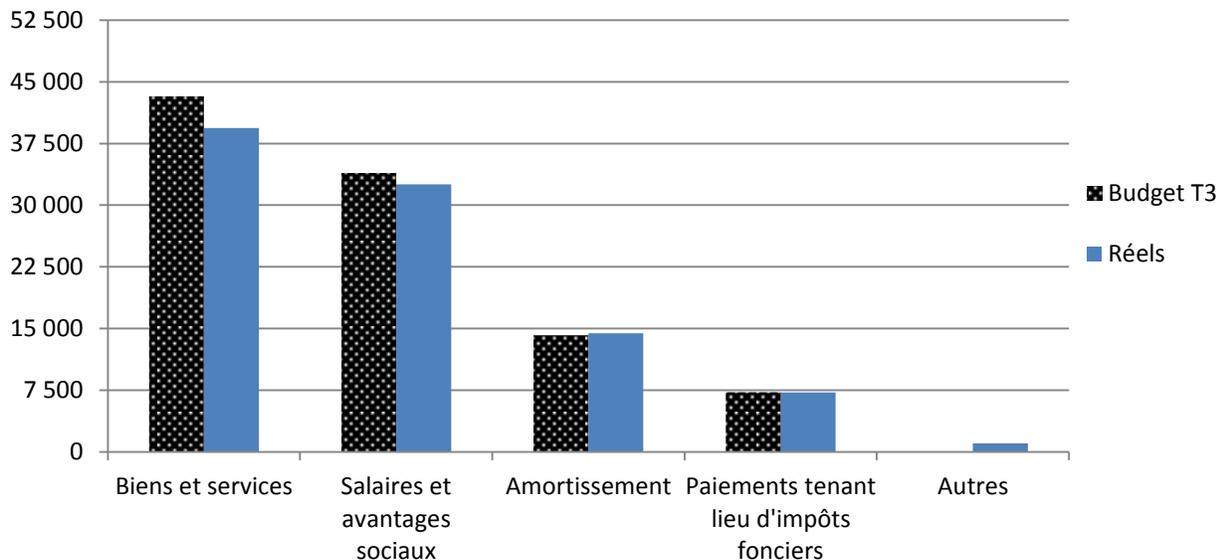
Le tableau suivant fournit les détails des revenus du troisième trimestre comparativement au budget de 26,9 millions de dollars. Les écarts les plus significatifs sont les autres revenus qui sont supérieurs au budget en raison de la compensation non planifiée reçue de SPAC pour un terrain transféré à la CCN. La sous-location du siège social et les intérêts sont également plus élevés que le budget.

Revenus par type (en milliers de dollars)



Le tableau suivant fournit le détail des charges d'exploitation de 94,6 millions de dollars comparativement au budget de 98,6 millions de dollars. Les écarts sont principalement attribuables au calendrier des dépenses tels que : les délais dans les dépenses en biens et services relatifs à la construction d'un monument commémoratif (1,3 million), aux projets en fonctionnement financés par le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (1,6 million) et des dépenses inférieures que prévues pour le projet de vision à long terme des Plaines LeBreton (0,7 million), contrebalancé par une perte sur cession d'immobilisations corporelles de 1,0 million. De plus, les salaires affichent un surplus de 1,4 million de dollars par rapport au budget en raison de postes vacants.

Charges d'exploitation (en milliers de dollars)



C. Utilisation des crédits parlementaires

La CCN tire son financement de différentes sources: les crédits parlementaires, les opérations de location et servitudes, les revenus de placements, les frais d'accès aux usagers, les recouvrements de coûts, les gains sur la cession d'immobilisation corporelle et les autres revenus. La CCN prélève ses crédits parlementaires en fonction de la prévision des dépenses telle que fournie au ministre du Patrimoine canadien. Puisque les dépenses ne sont pas liées à une source de financement, l'appariement direct des crédits reçus et à recevoir et son utilisation spécifique n'est pas pertinente.

La CCN a reçu 85,2 millions de dollars, ou 78,6 p. 100 de son financement en appropriations prévu pour la période terminée le 31 décembre 2018. Les prélèvements de crédits parlementaires sont fondés sur les dépenses prévues. Le tableau ci-dessous démontre la prévision des crédits parlementaires par vote.

Les crédits parlementaires de la CCN par vote (milliers de dollars)

Vote	Budget annuel	Crédits parlementaires reconnus	% Reconnus	Budget supplémentaire des dépenses	Prévisions mars 2019
Crédits pour les charges d'exploitation	68 117	52 661	77.3%	-	15 456
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	3 039	3 039
<i>sous-total</i>	68 117	52 661	77.3%	3 039	18 495
Crédits pour les immobilisations corporelles	40 312	32 520	80.7%	-	7 992
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	(3 117)	(3 117)
<i>sous-total</i>	40 312	32 520	80.7%	(3 017)	4 775
Total	108 429	85 181	78.6%	22	23 270

Des détails additionnels concernant les crédits parlementaires se trouvent dans les états financiers trimestriels de la CCN au 31 décembre 2018 (note 8).

D. État de la situation financière et dépenses d'immobilisations corporelles

Les actifs financiers totaux s'élevaient à 181,8 millions de dollars au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 16,6 millions ou 10 p. 100 par rapport à 165,3 millions au 31 mars 2018, principalement en raison de l'augmentation de la trésorerie et équivalent de trésorerie résultant des différences temporaires dans la livraison de projets.

Les passifs s'établissent à 174,5 millions de dollars au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 11,7 millions ou 7,2 p. 100 par rapport à 162,8 millions au 31 mars 2018, principalement en raison de l'augmentation de 13,6 millions de la provision pour nettoyage environnemental dû à la révision des coûts de nettoyage prévus, le reste de la variance de 1,8 million de dollars est principalement attribuable à une augmentation des revenus reportés et autres passifs.

Les actifs non financiers se sont chiffrés à 661,3 millions de dollars au 31 décembre 2018, une augmentation de 15,9 millions ou 2,4 p. 100 par rapport à 645,4 millions au 31 mars 2018, en raison d'ajustements aux coûts des terrains liés à la provision pour nettoyage environnemental.

Les investissements selon les principales catégories de dépenses d'immobilisations corporelles sont les suivants :

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2018 (en milliers de dollars)	Réels
Routes et ponts	3 666
Propriétés historiques	5 472
Propriétés locatives	4 296
Mise en valeur de propriétés	22
Actifs verts	2 165
Autres projets Principalement les frais de gestion de projets	3 268
Équipements	451
Acquisitions de bien-fonds Provenant de fonds ségrégués du Fonds d'acquisition et d'aliénation	747

Total réels T.3 2018-2019	20 087
Total réels T.3 2017-2018	21 067
Variance	(980)

Budget 2018-2019	53 868
% atteint	37%
% engagé	54%

E. Gestion intégrée des risques

La CCN utilise un cadre de gestion intégrée des risques pour repérer, gérer et atténuer les risques auxquels elle est confrontée. La société d'État applique ce cadre à la prise de décisions stratégiques, à la planification opérationnelle et à la gestion de projets. En outre, elle l'incorpore dans son cycle de planification et de production de rapports par le truchement d'un exercice d'établissement d'un profil qui aide à cerner les principaux risques d'entreprise et les mesures d'atténuation correspondantes pour la période de planification. Les principaux risques opérationnels et d'entreprise sont suivis de près tout au long de l'exercice, tandis que des rapports trimestriels rendent compte au conseil d'administration des tendances en la matière et de l'efficacité des mesures d'atténuation.

La CCN repère en permanence des occasions d'améliorer son cadre de gestion des risques et de mettre à profit une information plus complète sur ceux-ci pour la prise de décisions dans le but de prendre les mesures qui s'imposent pour l'application des stratégies d'atténuation nécessaires et de demeurer résiliente.

Pour la période de planification de 2018-2019 à 2022-2023, trois grandes catégories de risques d'entreprise ont été ciblées : la capacité, la réputation et l'influence, la sécurité.

Capacité

Les risques liés à la capacité ont un rapport avec l'aptitude de la CCN à maintenir des niveaux adéquats de ressources financières et humaines pour qu'elle soit résiliente face à un milieu opérationnel en évolution et qu'elle réalise ses activités et gère ses biens efficacement. Afin d'atténuer le risque lié à la capacité financière — lequel est lié au déficit d'entretien des actifs ciblé dans le rapport de l'examen spécial – 2017 du BVG —, la CCN a fait l'examen de ses actifs et de son financement. Elle a notamment élaboré un plan de réfection à long terme qui visait à restaurer ses actifs et à les maintenir en bon état. En 2017, la CCN a travaillé avec d'autres entités gouvernementales dans le but de recevoir des fonds publics additionnels pour la restauration et l'entretien des actifs. Ces efforts ont mené à l'obtention d'un investissement de 55 millions de dollars sur deux ans dans le budget de 2018 pour réhabiliter les actifs de la CCN. De plus, la société d'État s'est concentrée sur l'optimisation des processus opérationnels et l'élaboration de stratégies visant à attirer, gérer et conserver une main-d'œuvre talentueuse. À l'interne, la CCN poursuit un dialogue plus

systematique qui favorise la collaboration et l'intégration des directions, avec pour objectif de tirer profit d'occasions d'accroître l'efficacité.

Réputation et influence

Les risques liés à la réputation et à l'influence se rapportent à l'aptitude de la CCN à maintenir une bonne réputation et à influencer ses partenaires, les intervenants, le public et les élus. Pour protéger sa réputation et son influence, la CCN mobilise les intervenants, ses partenaires et le public, et sensibilise à la valeur qu'elle ajoute à la région de la capitale. En 2017-2018, la CCN a poursuivi la mise en œuvre de son plan de communication intégrée, lequel préconise une approche proactive pour mobiliser les partenaires et mieux faire connaître les politiques et les processus liés à ses fonctions de réglementation. Elle a également participé à des projets très en vue dans la région de la capitale nationale, comme les voies cyclables de l'avenue Mackenzie, le réseau de train léger sur rail de la Ville d'Ottawa, le réaménagement des plaines LeBreton et les projets de promotion touristique dans le parc de la Gatineau et ses environs.

Sécurité

Les risques liés à la sécurité se rapportent à la détérioration de l'état des actifs de la CCN à cause du report de l'entretien et du renouvellement, ce qui est susceptible d'engendrer des problèmes de santé et de sécurité. Ce sujet de préoccupation a aussi été mentionné dans le rapport de l'examen spécial – 2017 du BVG. Au cours de l'exercice 2017-2018, les mesures de réaction aux risques comprennent l'analyse de chaque actif pour déterminer les ressources nécessaires à l'entretien d'infrastructures sécuritaires, durables et résilientes. Cette analyse a établi les travaux qui doivent être faits sur les actifs de la CCN ayant grand besoin de réparations en se servant des fonds annoncés dans le budget de 2018. Dans le cadre de ses activités quotidiennes, la CCN inspecte régulièrement ses terrains et ses actifs et s'assure que ses plans, politiques et procédures de sécurité sont à jour.

F. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes

Dans le budget de 2018, le gouvernement a annoncé un investissement de 55 millions de dollars sur deux ans (de 2018-2019 à 2019-2020) pour permettre des travaux de réparation et d'entretien essentiels au portefeuille d'immobilisations corporelles de la CCN. L'attribution de ces fonds permettra à la société d'État de commencer à s'occuper des besoins d'entretien d'actifs prioritaires, s'assurant ainsi que ceux-ci ne causent pas de problèmes de santé ou de sécurité.

Au cours du troisième trimestre de 2018-2019, la CCN a annoncé la nomination de M. Tobi Nussbaum au poste de premier dirigeant de la Commission de la capitale nationale, à compter du 4 février 2019. La CCN aimerait également reconnaître et sincèrement remercier Mark Kristmanson, Ph. D., pour ses années leadership et de dévouement à la réalisation de la mission de la CCN.

Aucun autre changement important n'est survenu lors des trois mois se terminant le 31 décembre 2018 quant aux activités de la CCN et à ses programmes.

États financiers non audités

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2018

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le premier dirigeant,



Tobi Nussbaum

Le directeur général, Services généraux et
Chef des services financiers,



Michel Houle, CPA, CMA

Ottawa, Canada
Le 28 février 2019

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)
(en milliers de dollars)

	31 décembre 2018	31 mars 2018
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	63 977	55 941
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail (note 4)	64 930	63 975
Créances		
Ministères et organismes fédéraux	2 254	5 298
Autres	6 235	5 944
Placements (note 3)	44 448	34 136
	181 844	165 294
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer		
Ministères et organismes fédéraux	1 384	1 031
Autres	14 603	18 800
Train léger sur rail (note 4)	60 140	59 608
Provision pour nettoyage environnemental	63 436	49 884
Revenus reportés (note 5)	16 989	16 251
Avantages sociaux futurs	9 379	9 596
Autres passifs	8 600	7 639
	174 531	162 809
ACTIFS FINANCIERS NETS	7 313	2 485
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 6)	658 513	640 575
Frais payés d'avance	1 383	3 623
Autres actifs non financiers	1 434	1 217
	661 330	645 415
EXCÉDENT ACCUMULÉ	668 643	647 900

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration

Le président du conseil d'administration,



Marc Seaman

La présidente du Comité d'audit,



Tania Gracie

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ (NON AUDITÉ)
 Pour les neuf mois terminés le 31 décembre (en milliers de dollars)

	2018-2019 Budget annuel (note 2)	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
		31 décembre 2018	2017	31 décembre 2018	2017
REVENUS					
Opérations de location et servitudes	24 075	5 420	6 089	17 745	17 761
Intérêts	1 312	714	506	1 899	1 378
Commandites monétaires	-	-	-	102	196
Sous-location du siège social	2 277	445	510	1 701	1 649
Frais d'accès aux usagers	3 531	1 393	1 067	3 222	2 771
Recouvrements	3 390	471	1 615	2 257	8 562
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	-	-	-	131	-
Autres revenus	1 815	527	744	3 102	2 245
	36 400	8 970	10 531	30 159	34 562
CHARGES (note 7)					
Planification à long terme	5 794	934	1 018	3 090	2 953
Intendance et protection	89 612	21 911	22 527	67 090	70 404
Services internes	36 214	7 768	8 402	24 417	24 477
	131 620	30 613	31 947	94 597	97 834
Déficit avant le financement du gouvernement du Canada	(95 220)	(21 643)	(21 416)	(64 438)	(63 272)
Financement du gouvernement du Canada					
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	68 117	19 737	17 936	52 661	49 542
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles (note 8)	40 312	11 210	9 675	32 520	22 515
	108 429	30 947	27 611	85 181	72 057
Excédent de la période	13 209	9 304	6 195	20 743	8 785
Excédent accumulé au début de la période	639 560	659 339	644 640	647 900	642 050
Excédent accumulé à la fin de la période	652 769	668 643	650 835	668 643	650 835

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON AUDITÉ)

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre (en milliers de dollars)

	2018-2019 Budget annuel (note 2)	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
		31 décembre 2018	31 décembre 2017	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Excédent de la période	13 209	9 304	6 195	20 743	8 785
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles (note 6)	(47 217)	(7 927)	(7 020)	(33 621)	(21 425)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	18 937	4 866	4 717	14 434	13 664
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	-	-	(3)	(131)	(3)
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	79	-	1 036	4
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	-	4	481	4
Perte réalisée suite à une opération de cession-bail	-	(45)	-	(137)	-
	(28 280)	(3 027)	(2 302)	(17 938)	(7 756)
Variation des frais payés d'avance	-	2 562	2 173	2 240	1 932
Variation des autres actifs non financiers	177	44	44	(217)	133
	177	2 606	2 217	2 023	2 065
Augmentation des actifs financiers nets	(14 894)	8 883	6 110	4 828	3 094
Actifs (passifs) financiers nets au début de la période	(6 761)	(1 570)	8 011	2 485	11 027
Actifs financiers nets à la fin de la période	(21 655)	7 313	14 121	7 313	14 121

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)
 Pour les neuf mois terminés le 31 décembre (en milliers de dollars)

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires				
pour les charges d'exploitation	19 737	17 935	53 437	50 038
Rentrées de fonds provenant des opérations de location et servitudes	6 644	5 687	17 435	15 725
Rentrées de fonds provenant des autres activités	2 003	940	12 905	10 973
Paiements aux fournisseurs	(14 233)	(14 913)	(42 362)	(49 973)
Paiements aux employés	(14 926)	(10 850)	(36 793)	(32 614)
Intérêts reçus	736	682	1 875	1 667
Déboursés relatifs à la gestion et à l'assainissement de sites	(207)	(253)	(471)	(911)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(246)	(772)	6 026	(5 095)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS				
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires pour				
les immobilisations corporelles	11 210	9 675	32 520	22 905
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles	(6 666)	(7 148)	(19 828)	(21 636)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	4	131	4
Déboursés pour le nettoyage environnemental	(170)	(4)	(240)	(65)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement en immobilisations	4 374	2 527	12 583	1 208
ACTIVITÉS DE PLACEMENT				
Rentrées de fonds pour le projet de train léger sur rail	356	241	955	602
Acquisition de placements	(10 697)	(763)	(10 973)	(1 208)
Encaissement de placements	400	350	400	892
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de placement	(9 941)	(172)	(9 618)	286
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(5 813)	1 583	8 991	(3 601)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	134 720	140 462	119 916	145 646
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	128 907	142 045	128 907	142 045
Représentés par :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	63 977	78 338	63 977	78 338
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail	64 930	63 707	64 930	63 707
	128 907	142 045	128 907	142 045

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2018 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale (CCN) a été constituée en 1959 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale* (1958) comme une société d'État mandataire sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée dans la *Loi sur la capitale nationale* (2013), est d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

La CCN est aussi chargée de la gestion et de l'entretien des immobilisations corporelles des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale. Elle a constitué le Fonds Canadiana afin d'encourager la population canadienne à participer à la mise en valeur des aires publiques des résidences officielles grâce à des dons publics de meubles, de peintures et d'objets d'art ou de sommes destinées aux acquisitions. Les pièces choisies doivent refléter le patrimoine et les traditions artistiques du Canada, être associées à des événements historiques ou s'intégrer au style architectural d'une résidence.

En 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1106) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques du Conseil du Trésor. La CCN a satisfait aux exigences de la directive à compter de 2015-2016.

2. Conventions comptables importantes

MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) et respectent les conventions ci-dessous.

Ces états financiers trimestriels doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels en date du 31 mars 2018.

L'état de la situation financière comprend les actifs financiers et non financiers ainsi que les passifs. Les actifs non financiers, normalement utilisés pour fournir des services futurs sont imputés aux charges par l'entremise de l'amortissement ou lors de leur utilisation. Les actifs non financiers ne sont pas pris en considération au moment de déterminer les actifs financiers nets, mais sont ajoutés aux actifs financiers nets pour déterminer l'excédent accumulé.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers.

Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformément aux NCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les valeurs présentées aux titres d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date des états financiers ainsi que sur les montants présentés aux titres de revenus et charges de l'exercice. La durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles, les échanges de terrain non réglés, les provisions pour nettoyage environnemental, les avantages

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2018 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

sociaux futurs, la réduction de valeur des immobilisations corporelles et la comptabilisation des passifs éventuels sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites. Les résultats réels peuvent différer de façon significative de ces estimations.

Données budgétaires

Les données budgétaires pour 2018-2019, présentées dans le *Plan d'entreprise 2018-2019 à 2022-2023*, sont incluses à l'état des résultats et de l'excédent accumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements

La politique de la CCN est d'investir les excédents de trésorerie dans des certificats de placement garanti, des acceptations bancaires, des billets garantis, des dépôts à terme et des titres du gouvernement du Canada, d'un gouvernement provincial ou d'une autorité municipale. Ces catégories de placements sont achetées auprès d'un membre de l'Association canadienne des paiements et ils sont tous remboursables à court préavis.

A. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 31 décembre 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent 64,0 millions de dollars (55,9 millions au 31 mars 2018) d'encaisse, investis à un taux d'intérêt moyen pondéré de 2,1 p. 100 (1,5 p. 100 au 31 mars 2018).

B. PLACEMENTS

Au 31 décembre 2018, les placements de portefeuille à court terme incluent des certificats de placement garanti totalisant 25,0 millions de dollars (15,0 millions au 31 mars 2018) à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 2,6 p.100 ayant chacun une durée de 12 mois (2,3 p.100 au 31 mars 2018).

Au 31 décembre 2018, les placements de portefeuille à long terme incluent des titres de gouvernements provinciaux totalisant 19,4 millions de dollars (19,1 millions au 31 mars 2018) investis à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 3,7 p. 100 (3,7 p. 100 au 31 mars 2018).

	31 décembre 2018		31 mars 2018	
	Coût	Cours du marché	Coût	Cours du marché
Gouvernements provinciaux	19 448	19 757	19 136	19 631
Certificats de placement garanti	25 000	25 000	15 000	15 000
	44 448	44 757	34 136	34 631

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2018 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

C. FONDS INSCRITS À DES COMPTES SPÉCIAUX

Au 31 décembre 2018, parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie, 32,5 millions de dollars (33,3 millions au 31 mars 2018) sont inscrits à des comptes spéciaux dont l'utilisation est soumise à des restrictions ou qui ont été réservés à un usage particulier.

4. Train léger sur rail

Le tableau suivant présente le solde des sommes reçues au 31 décembre 2018, ainsi que les intérêts gagnés pour la période. Des intérêts de 1,0 million de dollars (0,6 million au 31 décembre 2017) ont été comptabilisés et se retrouvent dans le poste d'actifs financiers « Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail » et le poste de passifs « Train léger sur rail ».

Le poste d'actifs financiers « Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés - train léger sur rail » est composé des éléments suivants :

	31 mars 2018	Intérêts	31 décembre 2018
Dépôt de garantie	52 230	779	53 009
Dépôt d'exécution	11 745	176	11 921
Total	63 975	955	64 930

Au 31 décembre 2018, la CCN a reconnu des revenus qui totalisent 0,4 million de dollars (0,6 million au 31 décembre 2017) afin que la Ville puisse accéder aux propriétés du train léger sur rail, et ce, pour une durée limitée se terminant en 2018-2019. Le poste de passif « Train léger sur rail » totalise 60,1 millions de dollars (59,6 millions au 31 mars 2018).

5. Revenus reportés

Les revenus reportés sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Revenus de location reportés	6 757	7 262
Revenus de servitude et permission d'occuper reportés	5 684	5 676
Autres revenus reportés	4 548	3 313
	16 989	16 251

Les revenus de location reportés correspondent principalement à la valeur actualisée du montant minimal des revenus de location futurs exigibles que la CCN a perçus en vertu de trois différents baux de location de terrains. La valeur actualisée pour les contrats en cours a été établie en utilisant des taux d'actualisation de 4,27 p.100, 6,01 p.100 et 6,5 p.100. Ces revenus de location reportés seront constatés aux résultats sur la durée des baux qui comportent différentes dates d'échéance, et ce, jusqu'en 2068. Durant la période, des revenus de location reportés de 0,3 million de dollars (0,3 million au 31 décembre 2017) ont été constatés aux résultats.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2018 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6. Immobilisations corporelles

	COÛT				AMORTISSEMENT CUMULÉ				VALEUR COMPTABLE NETTE	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Dépense d'amortissement	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	31 décembre 2018	31 mars 2018
Terrains ¹	310 348	14 289	1 210	323 427	-	-	-	-	323 427	310 348
Immeubles et infrastructures ²	787 760	17 527	62	805 225	466 680	13 149	23	479 806	325 419	321 080
Améliorations locatives	13 537	1 316	-	14 853	10 154	322	-	10 476	4 377	3 383
Matériel ²	19 423	489	64	19 848	13 659	963	64	14 558	5 290	5 764
	1 131 068	33 621	1 336	1 163 353	490 493	14 434	87	504 840	658 513	640 575

1. Le coût des terrains inclut 0,2 million de dollars (0,2 million au 31 mars 2018) d'expropriation foncière non réglée.

2. Le coût total des immeubles et infrastructures et matériel incluent 24,5 millions de dollars (15,8 millions au 31 mars 2018) de travaux en cours. Une fois les travaux terminés, leur coût sera amorti selon leur durée de vie utile prévue.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2018 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7. Charges par objet

Résumé des charges ventilées par objet :

	2018-2019 Budget annuel (note 2)	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
		31 décembre 2018	31 décembre 2017	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Biens et services	58 331	13 340	14 179	39 362	45 022
Salaires et avantages sociaux	44 642	9 932	10 641	32 521	32 187
Amortissement	18 937	4 866	4 717	14 434	13 664
Paiements tenant lieu d'impôts fonciers	9 710	2 396	2 410	7 244	6 960
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	79	-	1 036	1
	131 620	30 613	31 947	94 597	97 834

Les antiquités, les œuvres d'art et les monuments acquis ou construits par la CCN et ceux reçus sous forme de dons par le Fonds Canadiana ou par la CCN ne sont pas comptabilisés comme immobilisations corporelles, mais plutôt comme charges, et sont inclus au poste « Biens et services ». Pour la période terminée le 31 décembre 2018, les antiquités, les œuvres d'art et les monuments représentent 0,8 million de dollars (2,7 millions au 31 décembre 2017).

8. Crédits parlementaires

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre 2018	31 décembre 2017	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation¹				
Montant reçu durant la période	19 737	17 936	52 661	49 542
	19 737	17 936	52 661	49 542
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles²				
Montant reçu durant la période	11 210	9 675	32 520	22 515
	11 210	9 675	32 520	22 515
Crédits parlementaires approuvés et constatés au cours de la période	30 947	27 611	85 181	72 057

1. En date du 31 décembre 2018 et 2017, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2019 et 2018 totalisaient 71,1 millions et 65,4 millions de dollars respectivement.

2. En date du 31 décembre 2018 et 2017, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2019 et 2018 totalisaient 37,3 millions et 23,5 millions de dollars respectivement.